

D'abord un grand merci pour l'Honneur que me fait le CRHA en m'invitant à prendre la parole sur ce site chargé de tant de symboles en matière de Résistance.

Je ne suis que bien peu de chose par rapport à Stéphane Hessel, Raymond Aubrac et tous les autres, tout juste un assoiffé de justice comme vous tous, qui travaille dans une entreprise née publique à la Libération, EDF-GDF, issue de la nationalisation le 8 avril 1946, des multiples entreprises électriques et gazières qui couvraient le territoire et dont bon nombre appartenait à des collabos notoires.

Cette nationalisation, menée non sans réaction du camp patronal, par le ministre Marcel Paul, était inscrite dans le programme du Conseil National de la Résistance. Comme une première marche d'un escalier menant l'ensemble des salariés à un statut respectable et respecté.

Et elle avait un but merveilleux : répondre aux besoins essentiels en étant un outil de reconstruction du pays et en alimentant au moindre coût entreprises et particuliers, sans aucune notion de profit. Comme pour la santé, assurée solidairement à tous par la sécu.

Merci à vous, les résistants au fascisme et à ses alliés, d'avoir fait alors le plus beau des cadeaux à ma génération, celui d'ouvrir par votre courage et votre engagement, le chemin à la construction d'un monde meilleur.

Merci de nous transmettre encore aujourd'hui cette nécessaire indignation devant l'inacceptable. Non, militer n'est pas une croix à porter. C'est une dignité à entretenir. Et gagner dans les luttes quotidiennes est toujours possible.

Alors malgré la débâcle politique générale, soldée après bien d'autres défaites, par la dernière élection d'un candidat de droite qui n'a pas pris les voix du FN pour rien et a revendiqué sa volonté de casser un à un tous les acquis de la Résistance, nous sommes nombreux à chercher à tâtons ce chemin d'un monde meilleur.

Au printemps 2009, un vent de révolte a soufflé sur ERDF-GRDF Midi Pyrénées, peu après la tempête Klaus qui a ravagé, notamment dans le Gers et en Haute Garonne une bonne partie du réseau et des branchements électriques, laissés à l'abandon par nos directions au motif

que cela revient statistiquement moins cher d'attendre que ça pète plutôt que de mettre les moyens techniques et humains nécessaires pour l'éviter.

(Petite parenthèse, suite à l'explosion gaz de Mulhouse qui a fait 17 morts fin 2004, faute d'avoir remplacé les fontes grises dont chacun connaissait la dangerosité, un haut cadre de GDF s'est permis de dire que les 300 000 euros de condamnation coutaient moins cher que ce qu'il aurait fallu dépenser pour éviter le risque d'explosion !!! Scandaleux !)

A chaque tempête, donc, nous, les monteurs qui travaillons sur le réseau, partons pour relever les fils et rétablir le jus. Et cette fois là comme les autres, même si les conditions de travail sont de plus en plus détestables. Et plus élus et habitants ont raison de s'indigner des délais d'intervention du fait de la suppression des sites de proximité et des effectifs qui connaissaient par cœur leur réseau local.

Et au retour, la découverte d'un plan visant à externaliser l'essentiel des activités des Monteurs : dépannage, branchements, astreinte et ce qui va avec, la quasi totalité des activités réseau. L'exemple du dépannage était limpide : passage de 14 à 0 agents en 3 ans ! Alors nous avons décidé, en tant que monteurs, une fin de journée, le 25 mars 2009, de sortir l'ensemble des véhicules lourds le lendemain à 5H du matin, sans passer par quelque syndicat que ce soit, ce qui n'est pas courant à EDF. **Pour exiger le retrait de ce projet et les effectifs nécessaires à un service public de qualité.**

Ce mouvement, immédiatement soutenu par la CGT et la CFTC gagna peu à peu CFDT et FO et l'ensemble des services de la distribution en Midi Pyrénées sans perdre de sa vivacité d'origine, dont témoignaient les AG... et un groupe, le GICF (...), plus ou moins clandestin et destiné à agir efficacement et non sans humour et dérision.

Et dans nos moyens d'actions, outre des manifestations avec les véhicules maintenus 7 semaines sous notre contrôle, servant parfois de scène de théâtre arpentant les rues, et des coupures visant prioritairement le secteur économique, nous avons décidé de rétablir publiquement le courant à un jeune couple de RMIste, comme image de notre conception du service public avec au centre, le droit à l'énergie pour tous et toutes, à commencer par ceux et celles qui ne peuvent pas payer du fait de leur précarité ou de leurs bas revenus, le plus souvent les 2 à la fois d'ailleurs.

La revendication de cette action pour la CGT Energie Midi Pyrénées, à visage découvert, m'a valu 3 semaines de mise à pieds mais quel plaisir de l'avoir fait et d'avoir partagé ce moment de bonheur avec Natacha, Sébastien et leur fille de 2 ans Manon retrouvant l'usage de l'électricité. Et puis ces autres interventions, notamment dans des squats pour restituer ce minimum d'énergie dont l'accès est souvent refusé par EDF. Et puis ce passage de Natacha et Sébastien au commissariat suite à plainte d'ERDF Midi Pyrénées pour « vol » d'électricité alors que nous leur avons fourni devant les médias un document du syndicat CGT déclarant officiellement avoir remis le jus à notre initiative, suite à demande d'une association.

Et comble du comble, une facture réclamée par EDF à Natacha et Sébastien, de 400 euros dont 367 de frais de coupure. Quelle honte ! Quelle injure à ceux et celles qui ont payé de leur vie l'élaboration du programme du CNR et les actions nécessaires à sa mise en œuvre. Comment accepter au XXIème siècle que les besoins essentiels en gaz, en eau, en électricité ne soient pas garantis à tous et toutes ? Et qu'EDF fasse à ce point du fric sur la misère ? Et se comporte comme une vulgaire multinationale à l'international ?

Alors oui, je le redis publiquement : en tant qu'agent EDF et syndicaliste je continue et continuerai à revendiquer, ne serait-ce que pour des raisons d'humanisme, ces remises en électricité dans un cadre collectif, comme tout récemment avec Médecins du Monde, le Comité de Coordination pour la Promotion et en Solidarité avec les Communautés en difficulté, migrants et tziganes, le Groupe Amitié Fraternité et le Secours Catholique.

C'est par ce type d'actions, illégales mais oh combien légitimes –comme celles des faucheurs volontaires ou des enseignants désobéisseurs – que quelques avancées ont été obtenues en matière de droit à l'énergie.

C'est par ce type d'actions que demain, il deviendra illégal de couper des personnes en situation précaire, avec ou sans emploi, qui préfèrent acheter à manger à leurs enfants que payer eau, gaz ou électricité. Et que la loi intègrera une tranche sociale gratuite et une forme de tarif progressif au delà pour lier justice sociale et urgence climatique.

Oui le sens, quand il s'agit de valeurs humaines, est plus important que le risque encouru et oui, cela a du sens d'agir, là où on est et sur les terrains qui nous indignent le plus. Et cela, chacun, chacune d'entre nous peut le

faire... à sa façon, de manière collective bien sûr ou plus personnelle, plus autonome. Avec cette soif aussi, de ces nécessaires solutions locales pour contrer le désordre global qui nous est imposé.

Il faut savoir qu'aujourd'hui, la privatisation d'EDF-GDF devenue EDF-SA et GDF-Suez à 34% de capitaux publics se concrétise par une externalisation massive et par un statut, pour EDF, de « fournisseur comme tant d'autres ». Les autres, ce sont Poweo, Direct Energie, Electrabel, etc... qui, pour certains, jettent des usagers non rentables par des demandes de résiliation de contrat au distributeur que nous sommes. Voilà où en est rendu ce service public privatisé, recul après recul, dont un ministre devenu aujourd'hui président affirmait en 2004 : « jamais je ne privatiserai EDF et Gaz De France ».

En avril 2009, le projet d'externalisation des activités des monteurs était retiré au bout de 4 semaines de grève. Trois semaines de plus et 129 postes étaient republiés ou créés sur l'ensemble d'ERDF-GRDF Midi Pyrénées, dont 66 couverts par des embauches et les sites de proximité étaient sauvés de la casse. Des 4 licenciés par gout de revanche (et d'intimidation) de nos directions, 3 ont été réintégrés après 8 autres semaines de grève fin 2009 et pour le 4^{ème}, Rodolphe, sanctionné comme Samira uniquement pour avoir fait grève, la direction a été condamnée à le réintégrer mardi dernier. Jolie victoire du droit de grève... et d'une solidarité à toute épreuve forgée dans le combat !

Tout cela montre qu'on peut inscrire la résistance dans la durée et gagner ! Et une association Droit à l'Energie / Stop aux coupures va se créer sur le modèle de celle de Bordeaux... pour encore mieux organiser les Robin des Bois toulousains de l'énergie.

NON, l'avenir n'est pas si bouché que cela. Les solutions locales sont multiples. Et c'est sans doute de nos batailles, de nos résistances, qu'émergera un avenir vraiment alternatif à ce libéralisme qui détruit tout. Alternatif car porteur d'un autre mode de production et de consommation aussi respectueux de la planète que de ses habitants.

OUI, l'avenir nous appartient, à nous les résistantes et résistants d'aujourd'hui... dans la foulée de nos merveilleux résistants et résistantes d'hier. Tant que nous serons vivants, nous résisterons et tôt ou tard, gagnerons face à tous ces décideurs qui n'ont à nous opposer que leur logique du toujours plus de fric, de compétitivité, de concurrence, de

stress, d'individualisme et de consommation imposée par la pub **alors que l'humanité n'a besoin que d'une alimentation saine, de culture, d'éducation, de respect, de justice, de convivialité, de partage des richesses, de droit à la santé et à un environnement sain, sans oublier un logement décent avec accès à l'énergie**. Et oui, nous gagnerons les emplois nécessaires à tout cela, notamment dans le secteur public.

Ce combat pour le droit à l'énergie et l'interdiction des coupures de personnes en situation précaire, c'est ma manière à moi – avec beaucoup d'admiration pour ce que fait à ce sujet, France Liberté et Danielle Mitterrand sur l'eau – de faire vivre ce merveilleux programme du CNR et ses valeurs humaines que certains, au plus haut niveau de l'état n'ont qu'une volonté : l'effacer des mémoires en ayant l'affront de s'en revendiquer.

Mais cela ne passera pas car vous êtes là, car nous sommes là **et que** dans notre merveilleuse diversité, sur les retraites, sur la sécu, sur les droits des immigrés, sur cette inacceptable précarité ambiante qui côtoie tant de richesses, comme sur la restauration des fondamentaux de l'ensemble du secteur public (de la justice à l'énergie en passant par la santé et l'éducation)... sur tous ces points et d'autres encore, face à la collaboration de l'état avec le patronat le plus rétrograde, le camp des résistants et résistantes sait et saura se mobiliser et faire vivre tout le sens et les couleurs de ce programme du CNR qui se résumant si bien dans ces 3 mots : « les jours heureux ».

Et les jours heureux, ça peut commencer maintenant pour chacun et chacune, là où nous sommes ! Merci !

Dominique LIOT, le 16/05/2010 au Plateau des Glières (Haute Savoie)